

Séminaire central – 30 janvier 2026 - Retour de la COP Climat de Belém

David Dumoulin – Jean Foyer – Livia Kalil – Léa Lebeaupin-Salamon

Dix ans après l'Accord de Paris, la COP30 organisée à Belém, en Amazonie brésilienne, s'est tenue dans un contexte de crise du multilatéralisme, de défiance croissante de certains États vis-à-vis des politiques environnementales et de poursuite des trajectoires de réchauffement. La séance du séminaire central du 30 janvier 2026 était consacrée à un retour de terrain à partir des premières observations du projet ClimaCOP 2, une enquête ethnographique collaborative menée par une équipe internationale lors de la COP30 en novembre 2025.

La présentation est d'abord revenue sur le cadre général des conférences climat, en rappelant que les COP ne se limitent pas aux négociations interétatiques. Elles se déploient dans le temps et dans l'espace, à travers une multiplicité de scènes, d'événements et de lieux plus ou moins ouverts, qui structurent les circulations d'acteurs, les prises de parole et les formes d'engagement. La COP est construite autour d'espaces fortement hiérarchisés, incluant les zones officielles mais aussi de nombreux espaces annexes, souvent situés hors du périmètre formel de la conférence, où se concentrent une partie des interactions et des dispositifs de production de sens et de légitimité.

Un premier ensemble d'observations a porté sur la marque du Brésil en tant que pays hôte. La COP30 s'inscrit dans une séquence politique nationale spécifique, à un an des élections présidentielles de 2026, marquée par la présence de Lula au pouvoir et par une volonté affichée de replacer le pays au centre de la gouvernance environnementale internationale. Cette centralité s'est traduite par une forte implication de l'appareil diplomatique brésilien, par la présence de figures politiques centrales et par une organisation maîtrisée des espaces et des temporalités de la COP. Les observations font apparaître une cohabitation ordonnée entre des registres de discours potentiellement contradictoires, dans un contexte d'alliances politiques fragiles et de contraintes géopolitiques fortes, sans que les conflits liés à l'extraction minière, à l'agrobusiness ou aux infrastructures ne fassent l'objet de débats ouverts dans les espaces observés.

La séance a évoqué la participation des acteurs privés, en particulier des secteurs industriels, extractifs et agricoles. Si leur présence est relativement limitée dans les espaces de négociation formels, elle apparaît beaucoup plus dense dans les espaces situés en dehors de la COP, disséminés dans la ville de Belém. Ces lieux accueillent des événements, des expositions et des dispositifs de communication qui mettent en avant des promesses homogènes autour de la transition énergétique, de la décarbonation ou du rôle des minéraux critiques dans la transition écologique. Les observations relèvent un lexique standardisé, une faible différenciation des discours selon les acteurs et une absence quasi systématique de contradiction publique. Les échanges sont fortement cadrés, les formats de discussion limités, et les prises de parole critiques fréquemment disqualifiées ou empêchées.

Ces promesses extractives entrent en tension avec des dynamiques politiques et économiques parallèles, largement absentes des discours officiels observés à la COP : projets de forage pétrolier offshore à l'embouchure de l'Amazone, débats autour de l'encadrement de la fracturation hydraulique, concession de grands axes fluviaux pour le transport et l'énergie. Dans ce contexte, l'entreprise publique Petrobras est très présente dans les espaces institutionnels de la COP, notamment dans le pavillon Brésil. Elle bénéficie d'un traitement relativement peu critique, son statut public contribuant à limiter les formes de contestation,

d'autant plus que certains mouvements sociaux se montrent réticents à critiquer frontalement le gouvernement Lula.

La séance a également porté sur la présence autochtone à la COP30. Celle-ci est à la fois visible et fortement encadrée par des dispositifs institutionnels spécifiques : pavillon autochtone, caucus, mécanismes de participation dédiés. Les observations montrent toutefois de fortes différenciations selon les espaces, les agendas et les capacités effectives de prise de parole. Si les promesses de reconnaissance des savoirs autochtones et de justice climatique occupent une place centrale dans les discours, leur traduction politique est fragmentée. Les revendications climatiques sont étroitement liées aux enjeux territoriaux, dans un contexte national marqué par des décisions récentes en matière de démarcation des terres indigènes, mais aussi par des rapports de force persistants autour de l'usage des ressources naturelles.

En conclusion, ce retour de terrain a permis de discuter la COP30 comme un processus social fragile, structuré par des promesses multiples, des rituels stabilisés et des espaces hiérarchisés. La séance n'avait pas pour objectif de dresser un bilan des négociations, mais de restituer des observations situées sur la manière dont se construisent des formes de coexistence entre agendas climatiques, économiques et politiques.

Pour en savoir plus sur la suite donnée au projet ClimaCOP 2 et pour suivre les publications des membres de l'équipe : <https://climacop.hypotheses.org/>

